

Le 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes



ALORS, TOUTES ET TOUS EN ACTION !



Grève, conférences, débats, rassemblements...

Seules nos voix et nos actions pourront faire bouger la société et le pouvoir pour enfin obtenir l'égalité !

“ Défendre, par les actes, les droits des femmes ” est la grande cause nationale de notre gouvernement mais, **les actes forts peinent à venir. Les droits et les moyens alloués restent insuffisants** pour protéger les femmes et promouvoir une vraie **égalité**. Dans son rapport de 2023, la Fondation des Femmes chiffre que, depuis le Grenelle des violences conjugales (2019), le budget dépensé par l'Etat pour chaque femme victime de violences accompagnée a baissé de 25%. Pire : le plan austéritaire de Attal rabote l'ambition pour l'Egalité de 7 millions d'€ (-9 % !).

Pourtant l'Etat employeur devrait être bien plus ambitieux et volontariste pour les rémunérations, carrières et retraites des femmes ! Observer les inégalités à travers un protocole ne suffit plus. Les index appellent une réaction, à la hauteur, dans la Fonction publique comme ailleurs.

Malgré l'accord égalité professionnelle signé en 2019 au sein de notre pôle ministériel et la mise en place d'un plan d'actions, les écarts de rémunération persistent au sein de notre pôle ministériel : les catégories B, et surtout les catégories C, majoritairement féminines, subissent de plein fouet ces inégalités, en plus des effets de l'inflation de ces dernières années.

Un nouveau protocole est en cours de négociation et doit être signé avant la fin de l'année 2024.

Les négociations doivent porter sur les écarts de rémunérations mais aussi sur des sujets non aboutis et immédiatement concrets au quotidien des agent.es. Ainsi, des expérimentations doivent se mettre en place comme, par exemple : **la subrogation lors du congé maternité, la semaine de 4 jours après une naissance ou l'accueil d'un enfant, le droit à congé menstruel...**

Le 08 mars nous serons **en action pour défendre une société plus juste et équitable.**

L'engagement de l'Etat est bel et bien de réussir une **transition écologique, en ce sens**, car, dans le système inégalitaire actuel, les femmes sont plus vulnérables face à un certain nombre de risques, y compris ceux liés au changement climatique.

La FSU Ecologie exige du ministre un **plan d'actions pour l'Egalité, ambitieux et suivi d'effet.**

La FSU Ecologie reste mobilisée pour qu'un jour, on puisse dire que le 08 mars n'a plus son utilité.



Une grève internationale et l'appel de la FSU

[des liens pour se mobiliser le 08 mars](#)

[carte des mobilisations](#)

Dans la Fonction publique
les femmes gagnent en moyenne
400 €
par mois de moins que les hommes.



LE 8 MARS
POUR NOS SALAIRES,
FAISONS LA GRÈVE FÉMINISTE !

